

Notice descriptive de sécurité

**Locaux administratif
14 rue Waldeck Rousseau
42300
ROANNE**

**ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
du 2^{ème} groupe (5^{ème} catégorie)**

REGLEMENTATION APPLICABLE

- ➔ Art. GN 1 à GN 14 de l'arrêté du 25 Juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (brochure N° 1685 éditée au Journal Officiel)
- ➔ L'arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public de la 5^{ème} catégorie (brochure N° 1687 éditée au Journal Officiel)

Remarques

Cette notice descriptive de sécurité a été élaborée dans le but de faciliter votre travail sur les dispositions du règlement de sécurité qui, suivant le classement de votre projet, doivent être prévues.

Le présent document, dont toutes les rubriques sont à renseigner, doit être joint **OBLIGATOIREMENT** à tout projet concernant les **Etablissements Recevant du Public (E.R.P.)** (Art. 123-27 du C.C.H.).

Cette notice, qui n'a pas un caractère exhaustif, devra comprendre toutes les précisions nécessaires à la bonne compréhension du projet et des plans (description de l'établissement, conditions d'exploitation...) et mentionner les dispositions prises pour satisfaire aux mesures réglementaires.

Les différentes rubriques qui suivent doivent être complétées, le cas échéant, par les dispositions particulières applicables à chaque type d'établissement au sens du règlement de sécurité.

Les rubriques n'intéressant pas le projet devront porter la mention "**SANS OBJET**".

L'article R 123-2 du décret N° 73-1007 du 31 octobre 1973 (codifié sous les articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 et R 152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation précise :

Constituent des Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) tous bâtiments, locaux ou enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.

Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises à quelque titre que ce soit, en plus du personnel.

*Conformément aux dispositions des articles R 123-22 à R 123-26, R 123-34 et R 123-35 du décret, tout projet de construction, d'extension, d'aménagement ou de transformation d'un E.R.P. subordonné ou non à la délivrance d'un permis de construire, doit être soumis à l'avis de la Commission de Sécurité compétente. Le dossier de présentation comportera obligatoirement une **NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE dûment signée**.*

Cette notice est un document complet et très détaillé permettant à la Commission de Sécurité d'étudier et de donner un avis sur le respect des dispositions réglementaires du projet.

I - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

I.1 - Dénomination ou raison sociale : Secrétariat Général Commun Départemental (Ministère de l'intérieur) **représenté par** : Mme Marjorie Sautarel

Nom de l'établissement : Site Waldeck Rousseau

Adresse des travaux : 14 rue Waldeck Rousseau **Tél.** :

Commune : 42300 ROANNE

Nom du propriétaire : Etat français

Nom de l'exploitant : Etat français

Activités exercées : - à titre permanent : Bureau, administration publique
- autres activités :

Descriptif sommaire des travaux :

Réhabilitation-extension d'un ensemble de bâtiment en ensemble de bureaux, dont une partie accessible au public et construction d'un local PAC. Démolition d'un bâtiment.

I.2 - Permis de Construire N° :	Date de dépôt :
Déclaration de Travaux N° :	"	:
Autorisation de Travaux N° :	"	:
Demande de travaux ou d'aménagement :	"	:

Demandeur : Secrétariat Général Commun Départemental

Architecte ou Maître d'Œuvre : ATELIER DES VERGERS

Organisme de contrôle agréé : **Nom** : Qualiconsult **Tél.** : 04 77 55 15 08

I.3 – Stabilité à froid des structures : (Art. 46 à 48 du décret N° 95-260 du 08/03/1995 relatif aux Commissions Consultatives Départementales de Sécurité et d'Accessibilité)

Attestation du maître d'ouvrage : sans objet

II - DESCRIPTION

II.1 – Effectif théorique ou déclaré par niveau et par bâtiment :

Niveau	Locaux	Articles du règlement	Base de calcul	Effectif Public	Effectif Personnel	Total
R+1	Bureaux DSDEN	CDT	DMO	-	19	19
R+1	Bureaux DDT	CDT	DMO	-	10	10
R+1	Salles de réunions	W2	DMO	40	*	40
RDC	Bureaux DDETS	CDT	DMO	-	11	11
RDC	DDPP	CDT	DMO	-	3	3
RDC	Bureaux CIO	W2	DMO	8	9	17
RDC	Restauration / Vestiaire	CDT	DMO		*	0
RDC	Accueil CIO	W2	DMO	5	1	6
TOTAL						106

*Nota : * Le personnel n'est compté qu'une seule fois, soit en salle de réunion, soit à son poste, soit en salle de restauration soit dans le vestiaire.*

II.2 – Admission des handicapés :

Engagement du Maître d'Ouvrage concernant l'effectif des personnes handicapées, circulant en fauteuil roulant, susceptibles d'être admises simultanément (*l'effectif des handicapés doit être déterminé en nombre et en pourcentage sur la base du calcul joint en annexe 2*) :

Rez-de-chaussée : L'évacuation s'effectuera de plain pied

R+1 : Des chaises d'évacuations seront mis à disposition à proximité des deux escaliers pour l'évacuation des UFR. Le personnel sera formé à son utilisation.



II.3 – Classement proposé :

Présence de locaux à sommeil : non

Classement proposé : Type PE de la 5^{ème} catégorie avec activités de type W.

III - CONCEPTION DES BÂTIMENTS

III.1 – Implantation, conception et desserte (Art. PE 6 et PE 7) :

L'établissement sera aisément accessible depuis le parc de stationnement accessible depuis la rue Waldeck Rousseau.

III.2 – Isolement par rapport au(x) tiers (Art. PE 6) :

Les façades Est et Ouest sont ponctuellement mitoyennes avec un bâtiment tiers. La paroi mitoyenne est opaque et réputée CF 1h.

L'établissement sera isolé des tiers par des espaces libres de plus de 5m par ailleurs.

III.3 – Construction : (Nature et résistance au feu des matériaux utilisés)

III.3.a – Hauteur du plancher bas du niveau le plus haut accessible au public par rapport au niveau de référence (voie d'accès des secours) : < 8m

III.3.b – Résistance au feu des structures (si locaux à sommeil) (Art. PE 5 et PE 28 et PU 2) :

Sans objet compte tenu que le plancher bas du niveau le plus haut est situé à une hauteur inférieur à 8m.

III.3.c – Résistance au feu des planchers (si locaux à sommeil) (Art. PE 5 et PE 28 et PU 2):

Sans objet compte tenu que le plancher bas du niveau le plus haut est situé à une hauteur inférieur à 8m.

III.3.d – Isolement des locaux à sommeil : (Art. PE 29)

Sans objet

III.3.e – Locaux à risques particuliers (Art. PE 9) :

Les locaux ci après seront traités comme des locaux à risques moyens.

Ils comporteront :

- Des parois verticales CF 1h
- Des planchers haut CF 1h
- Des blocs portes d'accès CF 1/2h munis de ferme-porte

R+1 :

- Local technique
- Entretien

III.3.f – Conduits et gaines : (Art. PE 12)

D'une manière générale, le degré coupe-feu des parois traversées sera rétabli au passage des gaines, conduits et canalisations

III.4 – Dégagements par bâtiment (Art. PE 11) :

Tous les détails relatifs aux nombres et largeurs des sorties, issues, couloirs et circulations devront être précisés sur le plan avec représentation graphique du sens d'ouverture des portes et éventuellement des caractéristiques techniques (encloisonnement - à l'air libre - à l'abri des fumées - etc...).

		EFFECTIFS				DÉGAGEMENTS			
Niv.	Locaux	Public	Personnel	Aggravation sous-sol	Cumul du niveau ou du local	Réglementaires		Réalisés	
						Sortie(s) ou dgts sur escaliers	U.P.	Sortie(s) ou Escalier(s)	U.P.
R+1	Ensemble du niveaux	40	29		69	2	2	2	2
RDC	Bureaux et accueil	13	24		37				
RDC	Ensemble	53	53		106	2	3	4	4

- Protection des escaliers : non
- Protection des ascenseurs : non

III.5 – Aménagements intérieurs (Art. PE 13) :

Revêtements	Sols	Murs	Plafonds	Gros mobiliers
Nature	Sols souples, moquettes, carrelages	Peintures	Peintures	Bois, Métal
Réaction au feu	Dfl-s2 ou M4	Pot Cal < 2,1 MJ/m²	Pot Cal < 600kcal/m²	M3 ou bois ep >18mm

Matériaux	Faux-plafonds	Rideaux	Isolation	Calorifugeages
Nature	Plaques de plâtre, ou fibre minérale	Stores	Doublage et Plafonds	Calorifuge
Réaction au feu	B, s3-d0 ou M1	M2	A2, s2-d0 ou protégé par parois CF 1/4h en parois verticales et CF ½ h en plafonds	M1

III.6 – Désenfumage (Art. PE 14 et PE 30 et PO 4) :

Sans objet

III.7 – Chauffage (Art. PE 20 à PE 22) :

III.7.a - Mode de chauffage : Par pompe à chaleur placé dans le local extérieur dédié.

III.7.b - Chaufferie :

Sans objet P < 70 kW

III.7.c - Combustible :

Sans objet

III.7.d - Production d'eau chaude sanitaire :

- Mode de production : Par ballons d'eau chaude électrique
- Nombre de ballon(s) ou de réchauffeur(s) : 2
- Capacité : 100 et 30 litres.

III.7.e - Appareils de chauffage indépendants (si prévus, préciser leur situation sur les plans) :

Sans objet

III.8 – Ventilation (Art. PE 23) :

Central de traitement d'air : oui

- Nature et classement au feu des matériaux du conduit : Métallique M0
- Degré coupe-feu de traversée : 1/2h
- Clapet(s) coupe-feu : non
- Fonctionnement permanent du ventilateur : non

III.9 – Gaz (Art. PE 10) :

Sans objet, l'ensemble des réseaux gaz existants seront déposés dans le cadre des travaux.

III.10 – Electricité (Art. PE 24) :

- Conformité à la norme NF C 15-100 : oui
- Sources d'énergie :
 - normale : EDF
 - remplacement : Sans objet
- Puissance disponible : 84 kVA Tension nominale : 400V
- Groupe électrogène : non ☐

- Installations photovoltaïques :

Des panneaux photovoltaïques seront installés en couverture. Leur installation sera effectuée conformément au guide UTE C15-712. Un système de coupure d'urgence de la liaison DC sera mis en place, positionné au plus près des modules et piloté à distance depuis une commande qui sera installée à côté du dispositif de mise hors tension du bâtiment.

Les câbles DC chemineront en extérieur

Un cheminement sera laissé libre autour du champ photovoltaïque afin de permettre d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, émergences, équipements de CVC,...)

III.11 – Eclairage de sécurité (Art. PE 24) :

- Eclairage de sécurité : Par blocs autonomes
- d'évacuation ; de balisage : oui
- Enseigne lumineuse : non ☐

III.12 – Ascenseur(s) / Monte-charge (Art. PE 25) :

- Type : ☐ Electrique ☐
- Local machinerie : Sans objet

III.13 – Cuisine (Art. PE 15 à PE 19) :

Sans objet, la puissance cumulée des appareils de cuisson ou de chauffe installée dans l'espace restauration sera inférieure à 20 kW.

A compléter si P > 20 kW :

- Energie(s) utilisée(s) :
- Caractéristique du local : cuisine isolée ☐ cuisine ouverte ☐
- Isolement : Parois : Bloc(s) porte(s) :
- Dispositif d'amenée d'air : oui ☐ non ☐ Extraction d'air vicié : oui ☐ non ☐
- Caractéristiques des ventilateurs : 400° C pendant 1 heure : oui ☐
- Coupures énergies : électrique : oui ☐ non ☐ gaz : oui ☐ non ☐

III.14 – Moyens de secours extérieurs :

"Les sapeurs-pompiers doivent pouvoir trouver pour traiter un sinistre quelconque un point d'eau de 120 m³ d'eau utilisables en 2 heures, à moins de 200 m de l'établissement par des voies praticables, sans avoir à réaliser de déplacement d'engins de secours."

- Point(s) d'eau d'incendie : Existant ☒

III.15 – Extincteur(s) (Art. PE 26) : (Nombre)

- Eau pulvérisée : 6l à raison d'un par 200m²
- CO2 : 2kg CO2 près de chaque armoire électrique

III.16 – Système de Sécurité Incendie (Art. PE 27, PE 32, PO 3, PO 6, PU 6) :

- Catégorie : A ☐ B ☐ C ☐ D ☐ E ☒
- Contrat d'entretien : oui
- Notice descriptive : non
- Coordinateur S.S.I (exigé pour les S.S.I. de catégories A et B) : non
- Equipement d'alarme de type : 1 ☐ 2a ☐ 2b ☐ 3 ☐ 4 ☒
- Générale : oui ☒ non ☐ Générale sélective : oui ☐ non ☒
- Restreinte : oui ☐ non ☒

III.17 – Alerte (Art. PE 27) :

- Téléphone portable en application du §3 PE27.

III.18 – Consignes de sécurité (Art. PE 27) : oui

III.19 – Affichage des plans d'intervention (obligatoire si plusieurs niveaux ou si locaux à sommeil) (Art. PE 27 et PE 35) oui

III.20 – Responsable de la sécurité incendie (Art. PE 27) :

- Personnel(s) désigné(s) présent(s) pendant les heures d'ouverture au public : oui

III.21 – Registre de sécurité (Art. R 123-51 du C.C.H.) : non

IV - Dérogation(s)

Sans objet

Fait à Saint-Etienne

le 05/11/25

Fait à Saint-Etienne

le 05/11/25

**Le Maître d'ouvrage ou
le pétitionnaire, (si différent du maître d'ouvrage)**

La directrice du
Secrétariat Général
Commun Départemental
Marjorie SAUTAREL

(signature obligatoire)

Le Maître d'œuvre,


Atelier Des Vergers
12 Boulevard de l'Etivallière
42000 Saint-Etienne
tel. 04 77 21 31 57
Agence@atelierdesvergers.fr
Siret 509 483 210 00019 APE 7111Z

(signature obligatoire)

Rappel de l'article R 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement"

